2<sup>e</sup> trimestre 2012DIRECCTE  
CENTRE

## L'activité et l'emploi en léger repli au deuxième trimestre 2012

### Stabilisation de l'activité en France

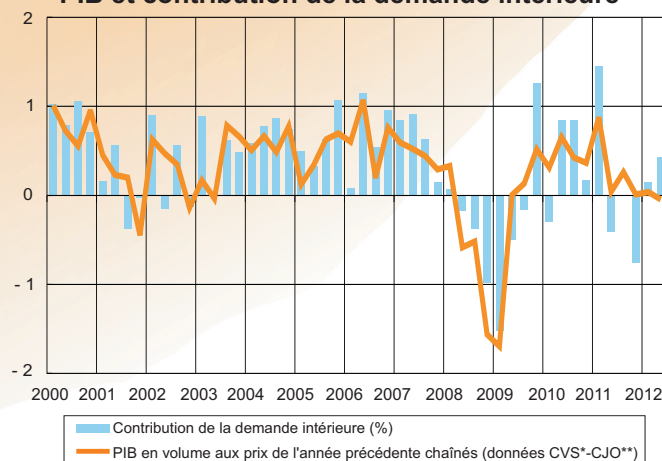
Dans les économies avancées, au deuxième trimestre 2012, la croissance a ralenti et est restée atone (+ 0,1 %). L'économie américaine se maintient (+ 0,3 %) comme l'activité japonaise, mais à un rythme plus faible (+ 0,2 %). En raison du net recul de la demande intérieure, l'économie européenne se replie. L'activité baisse de 0,2 % dans la zone euro. L'activité croît de nouveau en Allemagne (+ 0,3 %), stagne en France et se dégrade encore en Espagne et en Italie. La stabilité française résulte d'évolutions sectorielles différentes. Le repli de l'industrie manufacturière se poursuit, l'activité dans les services est peu dynamique. La construction a rebondi, notamment dans les travaux publics. L'investissement des entreprises a légèrement progressé. L'emploi marchand recule (- 0,1 %). Le taux de chômage croît de 0,1 point et atteint 9,7 % de la population active métropolitaine. Le marché du travail continuerait de se détériorer au cours du second semestre 2012. L'inflation resterait proche de 2,0 %, le pouvoir d'achat des ménages diminuerait également. Toutefois, les ménages réduiraient leur taux d'épargne et la consommation se stabiliserait. Les entreprises restreindraient leurs investissements et les exportations ne progresseraient pas.

### Signes de détérioration au niveau régional

L'activité régionale a diminué. Le bâtiment ne connaît pas d'amélioration, l'industrie se dégrade à son tour et la situation dans les services est mitigée. Ce climat d'incertitude rend les créateurs d'entreprise peu optimistes. Toutefois, la région dégage un solde commercial excédentaire, avec une progression plus soutenue des exportations que des importations.

L'emploi salarié diminue ce trimestre de 0,4 % et, sur un an, recule de 1,0 %. L'intérim se réduit et les services marchands sauvegardent leurs emplois (+ 0,1 %). En lien avec la structure productive, le chômage augmente un peu plus fortement qu'au niveau national (+ 0,2 point contre + 0,1 point) et atteint 9,2 % de la population active.

### PIB et contribution de la demande intérieure

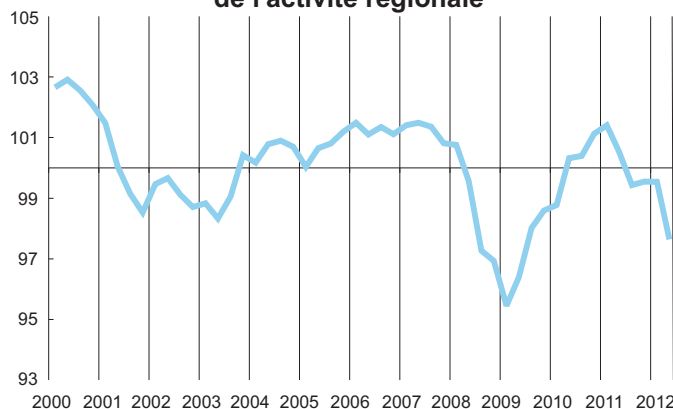


\* Corrigées des variations saisonnières

\*\* Effets de jours ouvrables

Source : Insee, Comptes Nationaux

### Indicateur synthétique de la tendance de l'activité régionale



Source : Insee, Enquêtes de conjoncture

## Activité économique

### Dégradation de l'activité industrielle

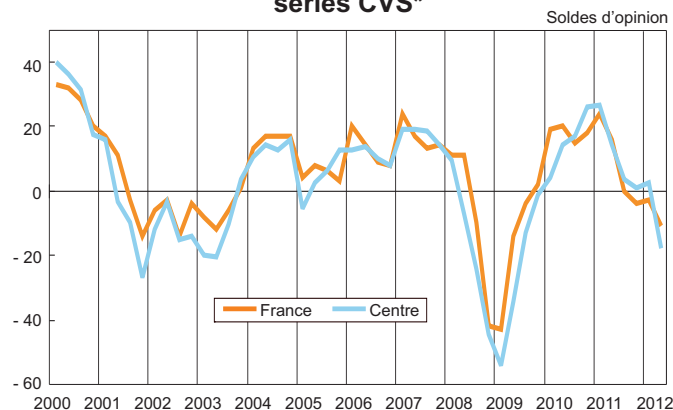
Selon les dirigeants d'entreprises industrielles interrogés en juillet 2012, l'activité se détériore au cours du deuxième trimestre. La production régresse à cause du fléchissement de la demande aussi bien intérieure qu'étrangère. Cet ajustement de la production face à la diminution des commandes entraîne un maintien des stocks, à l'exception du secteur de la production de denrées alimentaires et de boissons où les stocks continuent de s'étoffer. Les carnets de commandes se dégarnissent, notamment dans la fabrication d'équipements électriques et électroniques, ainsi que dans celle de matériel de transport. La demande intérieure devrait se renforcer uniquement dans le secteur des industries extractives, l'énergie et la gestion des déchets.

### Morosité dans le bâtiment

Suite à un premier trimestre 2012 où le bâtiment marquait le pas, l'activité s'est encore dégradée au deuxième trimestre. Les professionnels du secteur la jugent trop faible et nettement inférieure à celle connue à la même période de 2011. Pour les logements ou les bâtiments neufs, l'activité est prévue à la baisse dans les prochains mois. Seul le marché de l'amélioration et de l'entretien serait stable. Les entrepreneurs jugent leurs carnets de commandes inférieurs à la normale, avec toujours 5,5 mois d'emploi à temps plein des effectifs. Les professionnels tablent encore sur une baisse des prix, ce qui continuerait d'affaiblir leur trésorerie.

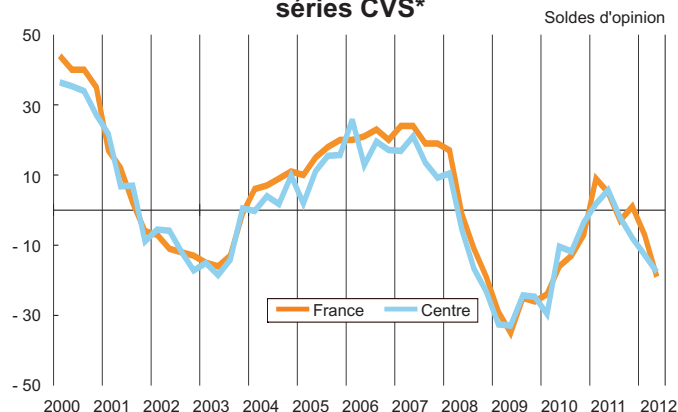
Après le net recul du début d'année, les mises en chantier de logements neufs se sont stabilisées à un niveau faible au deuxième trimestre 2012, avec 2 809 logements. Sur un an, entre juillet 2011 et juin 2012, 12 580 logements ont été commencés, soit une diminution de 11,5 % par rapport aux douze mois précédents. Cette baisse provient du repli des constructions dans le secteur collectif.

### Tendance passée de la production dans l'industrie séries CVS\*



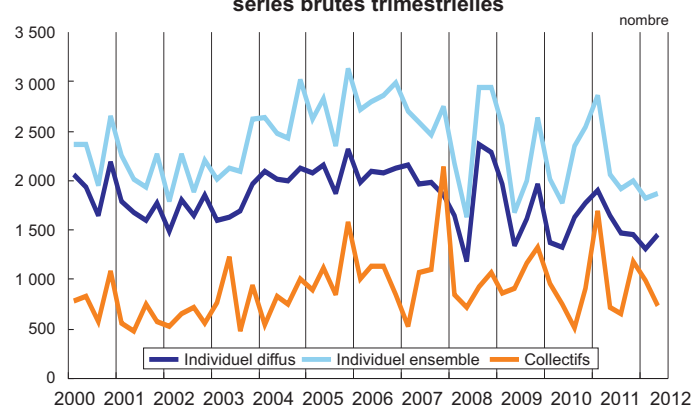
\* Corrigées des variations saisonnières  
Source : Insee, Enquêtes de conjoncture

### Tendance passée de l'activité dans le BTP séries CVS\*



\* Corrigées des variations saisonnières  
Source : Insee, Enquêtes de conjoncture

### Logements commencés en région Centre par type de construction séries brutes trimestrielles



Sources : MEEDDM, SOeS - Système Sit@del2

### Construction neuve

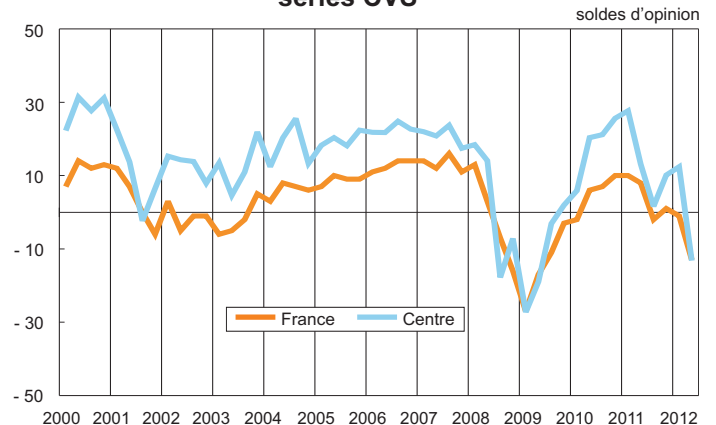
	Données brutes (à date de prise en compte dans le système)			
	2 <sup>e</sup> trimestre 2012	2 <sup>e</sup> trimestre 2011	Cumul sur les quatre derniers trimestres	Glissement du cumul (%)
Logements commencés	2 809	2 784	12 580	- 11,5

Sources : MEEDDM, SOeS - Sit@del2

## Évolutions contrastées dans les services

La tendance sur le long terme n'est pas favorable. Selon les chefs d'entreprises interrogés en juillet 2012, l'activité globale dans les services est inférieure à cette tendance. L'appréciation des résultats d'exploitation reste néanmoins optimiste. Le deuxième trimestre est principalement bénéfique pour l'hébergement et la restauration ainsi que pour les activités administratives et de soutien. Les professionnels des secteurs tels que les activités immobilières, l'information et la communication ou les autres activités de services ne partagent pas ce ressenti positif. Un certain recul de l'activité est envisagé dans l'immobilier et dans les activités scientifiques et techniques. Le secteur de l'hébergement et la restauration ou celui des activités administratives et de soutien gardent la confiance des entrepreneurs pour le prochain trimestre.

### Tendance passée de l'activité dans les services séries CVS\*

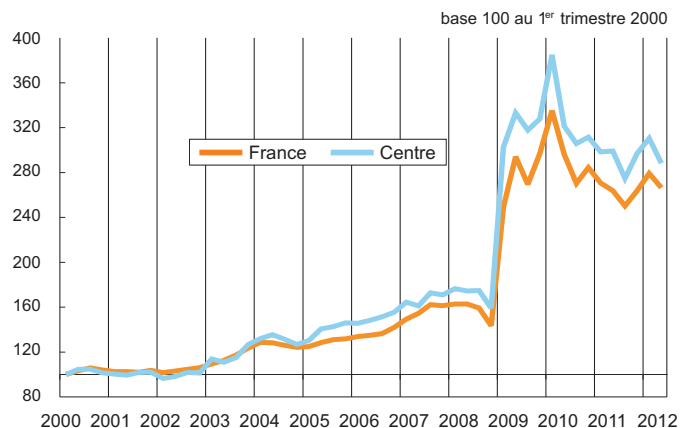


\* Corrigées des variations saisonnières  
Source : Insee, Enquêtes de conjoncture

## Accalmie des créations d'entreprise

Au deuxième trimestre 2012, le nombre de créations approche le seuil des 4 000 entreprises. Les auto-entreprises représentent 59 % des créations totales. Sur un an, le nombre de créations est légèrement supérieur à 16 000 et régresse de 4,2 %, un point de plus qu'au niveau national. Cette diminution est de 5,7 % pour les auto-entreprises et de 1,9 % pour les entreprises classiques. Les secteurs dynamiques sont l'industrie (+ 8,4 %) et les activités financières (+ 4,9 %). Les moins attractifs regroupent les activités immobilières (- 13,5 %), les activités spécialisées, scientifiques et techniques (- 8,3 %) et le commerce (- 3,6 %).

### Créations d'entreprise séries CVS\*



\* Corrigées des variations saisonnières  
Source : Insee, Répertoire des entreprises et établissements (Sirene)

### Créations d'entreprise

	Données CVS* : évolution par rapport au trimestre précédent	
	2 <sup>e</sup> trimestre 2012	1 <sup>er</sup> trimestre 2012
Centre	- 7,1	4,5
France	- 4,5	5,8

\* Corrigées des variations saisonnières  
Source : Insee, Répertoire des entreprises et établissements (Sirene)

### Créations d'entreprise par secteur

Secteur	2 <sup>e</sup> trimestre 2012 (brut)	2 <sup>e</sup> trimestre 2011 (brut)	Cumul sur les quatre derniers trimestres	Glissement du cumul (%)	Poids du secteur au 01.01.11 (%)
Industries manufacturières, extractives et autres	231	223	1 023	8,4	8,5
<i>dont :</i>					
<i>industries manufacturières</i>	196	199	831	3,5	7,8
Construction	667	707	2 632	- 3,4	15,5
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	1 223	1 326	4 772	- 4,1	30,9
<i>dont :</i>					
<i>commerce, réparation d'automobile et motocycle</i>	964	1 044	3 763	- 3,6	21,6
<i>transports et entreposage</i>	53	73	254	- 13,0	2,5
<i>hébergement et restauration</i>	206	209	755	- 3,5	6,8
Information et communication	138	129	622	1,8	2,3
Activités financières et d'assurance	99	88	363	4,9	3,6
Activités immobilières	115	112	467	- 13,5	4,3
Activités spécialisées, scientifiques et techniques, de services administratifs et de soutien	691	740	2 764	- 8,3	13,7
Administration publique, enseignement, santé et action sociale	313	309	1 525	1,1	12,5
Autres activités de services	484	515	1 957	- 9,3	8,9
<b>Ensemble des créations</b>	<b>3 961</b>	<b>4 149</b>	<b>16 125</b>	<b>- 4,2</b>	<b>100,0</b>

Source : Insee, Répertoire des entreprises et établissements (Sirene)

### Dynamisme du commerce extérieur

Les volumes échangés avec l'étranger restent à des niveaux élevés. Au deuxième trimestre 2012, les exportations dépassent 4,8 milliards d'euros et les importations 4,4 milliards. Le solde commercial se renforce et s'élève à plus de 400 millions d'euros. Cette performance régionale s'explique par le fait que, sur les quatre derniers trimestres, les exportations ont progressé de 10,1 % contre 7,1 % pour les flux entrants.

Ce dynamisme est fortement impulsé par la croissance des échanges de produits pharmaceutiques (+ 19,7 % en exportations) et par celle des équipements mécaniques et électriques (+ 6,7 %). Les partenaires privilégiés de la région sont l'Union européenne avec 72 % des exportations et 69 % des importations, devant le continent asiatique avec 9,3 % et 16,5 %. Sur cette même période, les exportations vers le Moyen-Orient ont augmenté de 31,4 % et les importations depuis l'Asie ont diminué de 14,9 %.

### Les chiffres du commerce extérieur

millions d'euros - CAF-FAB (importations coût, assurance et fret - exportations franco à bord)

	2 <sup>e</sup> trimestre 2012	2 <sup>e</sup> trimestre 2011	Cumul sur les quatre derniers trimestres	Glissement du cumul (%)
Exportations	4 832	4 201	18 027	10,1
Importations	4 409	4 225	16 860	7,1
<b>Solde</b>	<b>423</b>	<b>- 24</b>	<b>1 167</b>	<b>-</b>

Source : direction régionale des Douanes du Centre

### Commerce extérieur : cumul des quatre derniers trimestres (3<sup>e</sup> T2011 - 2<sup>e</sup> T2012)

millions d'euros - CAF-FAB (importations coût, assurance et fret - exportations franco à bord)

Exportations	18 027	Importations	16 860
<b>Produits principaux</b>		<b>Produits principaux</b>	
Produits pharmaceutiques	4 701	Produits pharmaceutiques	2 458
Parfums, cosmétiques et produits d'entretien	2 419	Machines et équipements d'usage général	1 298
Machines et équipements d'usage général	1 984	Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique	1 275
Matériel électrique	764	Produits électroniques grand public	692
Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique	539	Appareils ménagers	663

Source : direction régionale des Douanes du Centre

## Emploi salarié

### Diminution de l'emploi

La région compte 576 000 emplois salariés marchands, soit une baisse trimestrielle de 2 400 unités. L'emploi a diminué de 0,4 % par rapport au trimestre précédent et de 1,0 % sur un an. La perte d'emplois est supérieure à celle observée au niveau national (- 0,1 % sur un trimestre, - 0,2 % sur un an).

La dégradation dans l'intérim explique la moitié de la baisse d'emplois au deuxième trimestre 2012. L'industrie, la construction et le commerce évoluent sensiblement de la même façon que la moyenne régionale, alors que les services marchands progressent très faiblement (+ 0,1 %).

Au deuxième trimestre 2012, l'emploi diminue dans tous les départements.

Les pertes d'emplois sont assez marquées dans l'Indre (- 1,0 %) et le Loir-et-Cher (- 0,7 %), alors que ces départements avaient résisté au premier trimestre. Le Cher cède encore 0,8 % de ses emplois. Dans le Loiret, l'emploi baisse de 0,4 %. Épargnés lors du premier trimestre, l'Eure-et-Loir et l'Indre-et-Loire subissent une diminution d'emplois plus limitée, de respectivement 0,2 % et 0,1 %.

Dans l'Eure-et-Loir, près de 200 emplois disparaissent, essentiellement du fait de l'intérim (- 10,9 %). Les emplois dans l'industrie et les services marchands progressent de 0,3 % et, dans la construction, de 0,7 %.

L'industrie perd 230 emplois dans l'Indre-et-Loire soit 0,7 %, la construction et le commerce en cèdent aussi plus d'une centaine. L'emploi stagne dans l'intérim (+ 0,5 %), comme dans les services (+ 0,3 %).

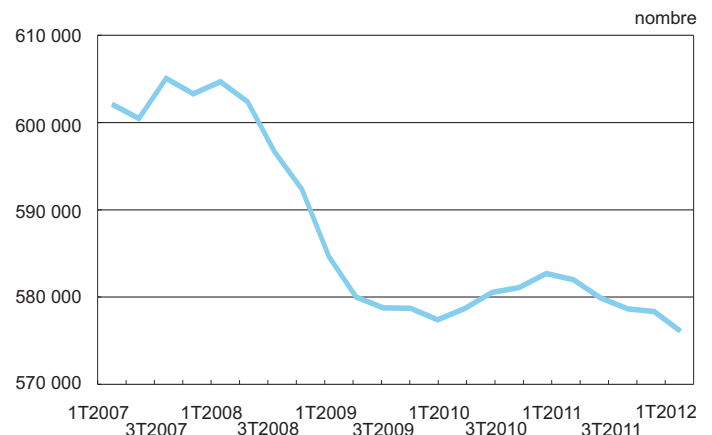
Dans l'Indre, seuls les services marchands maintiennent leurs emplois (+ 0,1 % sur le dernier trimestre). Tous les autres secteurs sont touchés, en particulier l'intérim (- 13,5 %, soit 300 postes) et le commerce (- 1,7 %, soit 160 emplois).

Dans le Loir-et-Cher, près de 500 emplois sont supprimés. L'intérim et l'industrie sont les principaux secteurs impactés de respectivement 220 et 250 postes, le commerce et les services restant stables.

Dans le Cher, seul le secteur de l'intérim est créateur d'emplois (+ 8,5 %). Les postes sont principalement supprimés dans la construction (- 2,3 %), le commerce (- 1,3 %) ou les services (- 1,2 %). Environ 470 emplois ont été détruits.

Dans le Loiret, 620 postes sont perdus. Les emplois intérimaires diminuent de près de 4,0 %. Dans l'industrie et la construction, la perte est de 0,6 %. Les emplois stagnent dans le commerce (0,0 %) et les services (+ 0,2 %).

### Emploi salarié de la région Centre séries CVS\*



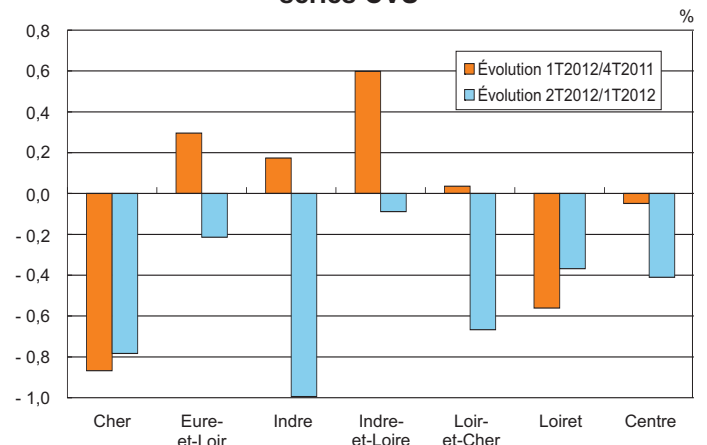
\* Corrigées des variations saisonnières  
Champ : emploi salarié du secteur privé marchand non agricole  
Source : Insee, Estimations d'emploi

### Emploi salarié en CVS\* fin de trimestre

Secteur	Nombre de salariés	Évolution sur trois mois (%)		Évolution sur un an (%)
		2 <sup>e</sup> trimestre 2012	1 <sup>er</sup> trimestre 2012	2 <sup>e</sup> trimestre 2012
Industrie	155 773	- 0,5	0,0	- 1,0
Construction	59 693	- 0,5	- 0,2	- 0,8
Commerce	110 371	- 0,4	0,1	- 0,5
Services marchands hors intérim	223 195	0,1	0,1	0,0
Intérim	26 906	- 4,0	- 2,2	- 11,4
<b>Centre</b>	<b>575 937</b>	<b>- 0,4</b>	<b>0,0</b>	<b>- 1,0</b>

\* Corrigées des variations saisonnières  
Champ : emploi salarié du secteur privé marchand non agricole  
Source : Insee, Estimations d'emploi

### Évolution de l'emploi salarié départemental séries CVS\*



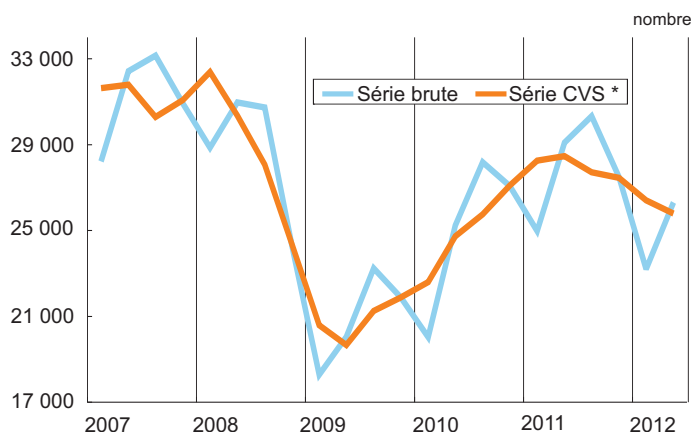
\* Corrigées des variations saisonnières  
Champ : emploi salarié du secteur privé marchand non agricole  
Source : Insee, Estimations d'emploi

## Poursuite du repli de l'emploi intérimaire

Au second trimestre 2012, l'emploi intérimaire est en baisse. Toutefois, cette diminution est moindre par rapport à celle constatée au trimestre précédent (- 2,0 % contre - 3,6 %).

Dans l'industrie, l'intérim recule plus fortement au second trimestre (- 2,4 %). La construction, principalement touchée au premier trimestre, enregistre une baisse moins élevée au deuxième (- 1,0 % contre - 8,7 %), le secteur des services suivant la même tendance (- 1,9 % contre - 4,8 %). Au second trimestre 2012, l'emploi intérimaire s'élève à 26 308 postes en équivalent à temps plein.

Emplois en ETP dans l'intérim



\* Corrigées des variations saisonnières

Note de lecture : courbes des emplois en équivalent temps plein

Source : Unedic

## Intérim : emplois en équivalent temps plein

Secteur	Données CVS* : évolution par rapport au trimestre précédent (%)		Données brutes			
	2 <sup>e</sup> trimestre 2012	1 <sup>er</sup> trimestre 2012	2 <sup>e</sup> trimestre 2012	1 <sup>er</sup> trimestre 2012	Cumul sur les quatre derniers trimestres	Glissement du cumul (%)
Industrie	- 2,4	- 1,2	13 659	12 053	54 779	- 4,2
Construction	- 1,0	- 8,7	4 002	3 193	15 950	- 3,3
Services	- 1,9	- 4,8	8 648	7 956	36 602	2,7
<b>Total</b>	<b>- 2,0</b>	<b>- 3,6</b>	<b>26 308</b>	<b>23 202</b>	<b>107 331</b>	<b>- 1,8</b>

\* Corrigées des variations saisonnières

Source : Unedic

## Marché du travail

### Augmentation du chômage

Au deuxième trimestre 2012, le taux de chômage régional localisé s'élève à 9,2 %, soit une hausse de 0,2 point par rapport au premier trimestre, supérieure à l'évolution métropolitaine (+ 0,1 point). L'écart entre ces deux niveaux est de 0,5 point.

Trois départements sont relativement plus touchés que la moyenne régionale (+ 0,2 %) : l'Eure-et-Loir, le Loir-et-Cher et le Loiret (+ 0,3 %). L'Indre et l'Indre-et-Loire le sont moins, à 0,1 %. Le Cher est à + 0,2 % comme la région : dans ce département le chômage atteint 10,3 % de la population active, soit un niveau supérieur de 0,6 point à celui de la France métropolitaine.

Tous les départements subissent une évolution annuelle du chômage supérieure à celle de l'échelon national. La hausse est plus marquée dans le Loiret et le Cher.

Taux de chômage départementaux\*

	2 <sup>e</sup> trimestre 2012* (%)	Variation sur un trimestre (point)	Variation sur un an (point)
Cher	10,3	0,2	0,9
Eure-et-Loir	9,3	0,3	0,7
Indre	9,0	0,1	0,8
Indre-et-Loire	8,5	0,1	0,7
Loir-et-Cher	8,6	0,3	0,8
Loiret	9,6	0,3	1,0
<b>Centre</b>	<b>9,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,8</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>9,7</b>	<b>0,1</b>	<b>0,6</b>

\*Estimations provisoires au 2<sup>e</sup> trimestre 2012  
Source : Insee, Taux de chômage localisés

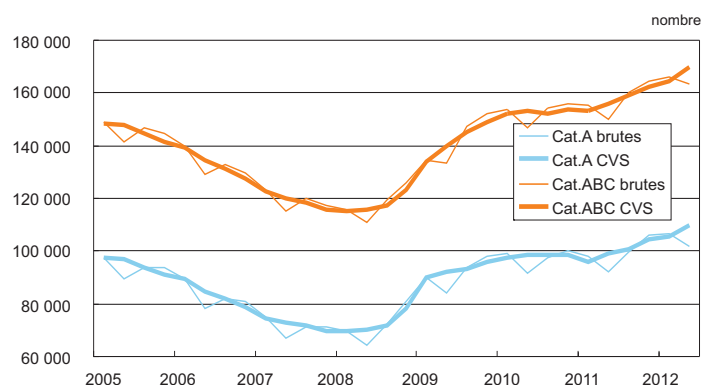
### Nouvelle augmentation de la demande d'emploi

Au deuxième trimestre 2012, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 109 716, en données corrigées des variations saisonnières. L'augmentation atteint 3,9 %, supérieure de 1,8 point à celle de la France métropolitaine. Cette dernière totalise désormais 2 945 800 demandeurs d'emploi de catégorie A. S'agissant des catégories A, B et C, le nombre de demandeurs d'emploi en région Centre progresse également (+ 3,4 % contre + 1,1 % le trimestre précédent). À l'échelon national, cette hausse est moindre (+ 2,0 % au second trimestre).

Parmi les 169 838 demandeurs d'emploi de catégories A, B et C, 16,9 % ont moins de 25 ans. Ainsi, la part des jeunes augmente légèrement par rapport au premier trimestre 2012 (+ 0,3 point). Plus d'un demandeur d'emploi sur deux est une femme (51,8 %), part relativement stable depuis le début de l'année 2012. Ces proportions sont supérieures aux taux métropolitains et demeurent similaires à celles enregistrées le trimestre précédent.

En région Centre, 36,8 % des demandeurs d'emploi de catégories A, B et C sont inscrits à Pôle emploi depuis un an ou plus, soit une hausse trimestrielle de 0,3 %. Toutefois, ils sont proportionnellement moins nombreux qu'au niveau national où ce public représente 38,3 % de la demande d'emploi totale.

Demandeurs d'emploi en fin de mois



\* Corrigées des variations saisonnières  
Sources : Pôle emploi, Statistiques mensuelles du marché du travail ; Dares ; Calcul des CVS : DIRECCTE du Centre / ESE

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

2 <sup>e</sup> trimestre 2012	Centre (CVS* et %)	France métropolitaine (CVS-CJO** et %)
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	109 716	2 945 800
Évolution sur le trimestre (%)	3,9	2,1
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	169 838	4 395 500
Évolution sur le trimestre (%)	3,4	2,0

\* Corrigées des variations saisonnières

\*\* Effets de jours ouvrables

Sources : Pôle emploi, Statistiques mensuelles du marché du travail ; Dares

## Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi de catégories A, B, C

Données CVS*	Centre		France	
	2 <sup>e</sup> trimestre 2012	1 <sup>er</sup> trimestre 2012	2 <sup>e</sup> trimestre 2012	1 <sup>er</sup> trimestre 2012
Part des jeunes	16,9	16,6	15,1	15,0
Part de chômeurs de longue durée	36,8	36,5	38,3	38,2
Part des femmes	51,8	51,7	50,7	50,8

\* Corrigées des variations saisonnières

Sources : Pôle emploi, Statistiques mensuelles du marché du travail, Dares. Calcul des CVS : DIRECCTE du Centre / ESE

## Net repli des offres d'emploi

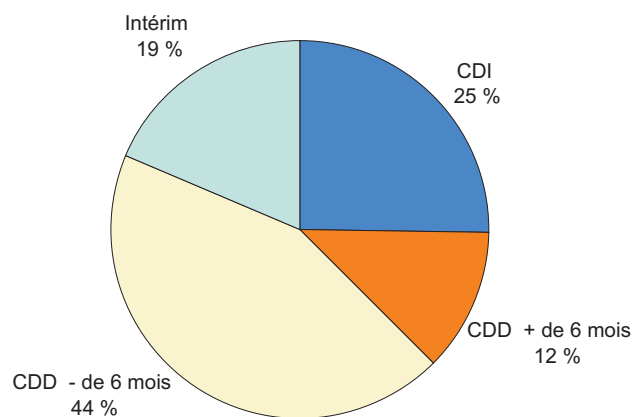
Au cours du second trimestre 2012, en données brutes, près de 36 500 offres d'emploi ont été collectées par Pôle emploi, soit une baisse de 14,2 % en un an.

Sur cette même période, les offres en CDI chutent de 24,5 %. Les offres sous contrat à durée déterminée de moins de six mois ainsi que celles d'emploi intérimaire suivent cette même tendance, avec des diminutions respectives de - 15,7 % et de - 6,2 %.

Les offres en CDD de plus de six mois progressent de 9,0 % en un an. Il en va de même, dans une moindre proportion, des offres d'intérim d'une durée inférieure à un mois (+ 4,0 %).

En termes de structure, la part des CDI recule de 3,4 points par rapport au second trimestre 2011, celle des CDD de six mois ou moins perd 0,8 point. Ces reflux sont au profit des offres de CDD de plus de six mois et des contrats d'intérim, qui gagnent respectivement 2,6 et 1,6 points. Les offres en CDI représentent un quart du total des offres.

## Offres d'emploi enregistrées par type de contrat



Source : DIRECCTE du Centre, fichier Pôle emploi

## Davantage de sorties de Pôle emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi sortis des listes d'inscriptions de Pôle emploi augmente de 2,6 % en un an.

En lien avec la légère diminution de l'emploi marchand, les sorties pour reprise d'emploi sont en forte baisse (- 13,1 %), partiellement compensées par la progression des entrées en stage (+ 20,7 % sur un an).

Les sorties pour arrêt de recherche et absence au contrôle augmentent respectivement de 3,6 % et de 2,8 %.

## Sorties de Pôle emploi par motif (catégories A, B, C)

Données brutes	2 <sup>e</sup> trimestre 2012	2 <sup>e</sup> trimestre 2011	Évolution par rapport au 2 <sup>e</sup> trimestre 2011 (%)	Part de chaque motif (%)
Nombre de sorties	64 903	63 256	2,6	
dont :				
reprises d'emploi	11 339	13 042	- 13,1	17,5
entrées en stage	3 644	3 020	20,7	5,6
absence au contrôle	22 270	21 654	2,8	34,3
arrêt de recherche	12 098	11 677	3,6	18,6
autres motifs	15 552	13 863	12,2	24,0

Sources : Pôle emploi, Statistiques mensuelles du marché du travail ; Dares



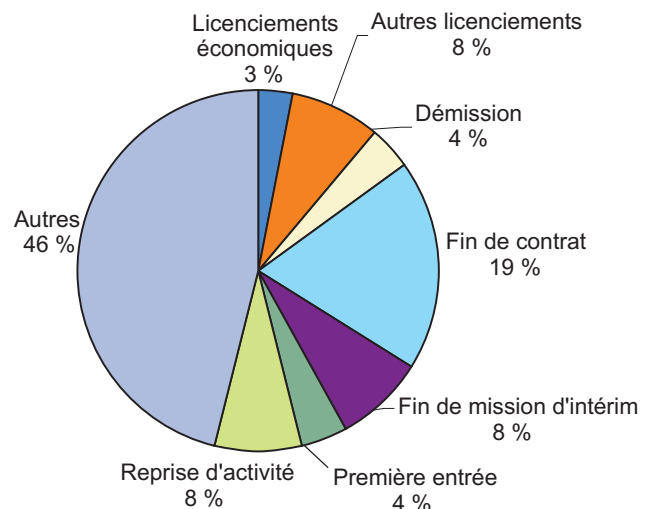
## Des inscriptions en hausse

Au cours du second trimestre 2012, plus de 58 400 nouvelles entrées ont été enregistrées à Pôle emploi, soit + 5,7 % par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Un quart des inscriptions à Pôle emploi fait suite à une fin de contrat ou de mission d'intérim. Ces deux derniers motifs progressent respectivement de 7,1 % et 6,4 %, en cohérence avec la situation du marché du travail. Les inscriptions suite à une reprise d'activité, représentant 10 % des entrées, augmentent de 16,3 % par rapport au second trimestre 2011.

Si les inscriptions suite à un licenciement économique diminuent de 25,9 % sur un an, elles ne totalisent que 2 % des entrées. Les premières entrées sont également en baisse (- 11,1 % sur la même période) et représentent 3 % des inscriptions.

### Entrées à Pôle emploi au 2<sup>e</sup> trimestre 2012



Source : DIRECCTE du Centre, fichier Pôle emploi

#### Avertissement :

En raison d'un incident de gestion rencontré de février 2011 à février 2012, le nombre d'entrées a été légèrement surestimé. Cet incident n'a toutefois pas d'effet sur les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois ni sur l'évolution de ces effectifs d'un mois sur l'autre : il a seulement eu pour conséquence de considérer à tort certains demandeurs d'emploi présents sur les listes comme étant entrés lors du dernier mois alors qu'ils étaient déjà inscrits précédemment. Cette surestimation des entrées explique une partie de l'écart observé ces derniers mois entre la variation du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C et le solde entre les flux d'entrée et ceux de sortie.

## Pour comprendre ces résultats

### La repondération des enquêtes de conjoncture

Les données sont issues de l'application des résultats de l'enquête nationale de conjoncture dans l'industrie, le bâtiment et les services (voir champs exacts ci-dessous), à l'appareil productif régional. Cette régionalisation prend ainsi en compte la structure particulière de l'industrie, du bâtiment et des services en région Centre. Les résultats sont exprimés en solde d'opinion (défini comme étant la différence entre le pourcentage de réponses en hausse et du pourcentage de réponses en baisse).

Les champs exacts concernés sont en NAF 2008 Rev2 :

- pour l'industrie : industries extractives (niveau BZ en A38 hors B05Z, B06Z, B07Z, B09Z i.e. hors extraction de houille, de lignite, d'hydrocarbures, de minerais métalliques et hors services de soutien aux industries extractives) ; denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac (niveau C1 en A17, hors C12Z produits à base de tabac) ; cokéfaction et raffinage (niveau C2 en A17) ; équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines (niveau C3 en A17) ; matériel de transport (niveau C4 en A17, hors C30D véhicules militaires de combat) ; autres produits industriels (niveau C5 en A17).

- pour le bâtiment : industries du bâtiment dont les entreprises comptent plus de 11 salariés i.e. le niveau FZ en A17.

- pour les services : services marchands (hors services financiers et transports) i.e. Hébergement et restauration (niveau I en A21) ; information et communication (niveau J en A21) ; activités immobilières (niveau LZ en A38) ; activités spécialisées, scientifiques et techniques (niveau M en A21, hors MB recherche-développement scientifique et M75Z activités vétérinaires) ; activités de services administratifs et de soutien (niveau N en A21) ; autres activités de services (niveau S en A21, hors SZ1 activités des organisations associatives).

### Les données brutes et corrigées des variations saisonnières (CVS)

La série brute est la série observée ; son évolution peut en général se décomposer en trois facteurs : une tendance, une composante saisonnière et des composantes irrégulières. La correction des variations saisonnières est une technique statistique pour éliminer l'effet des fluctuations saisonnières normales sur les données, pour en faire ressortir les tendances fondamentales (tendance et composantes irrégulières). Les données CVS sont utilisées pour comparer les trimestres entre eux. Les données brutes sont utilisées pour comparer une période par rapport à la même période de l'année précédente. Pour des données brutes trimestrielles, on compare donc le trimestre au même trimestre de l'année précédente ; pour des données trimestrielles cumulées sur quatre trimestres, on compare le cumul sur les quatre derniers trimestres au cumul sur les quatre trimestres précédents.

### L'indicateur synthétique régional

Il résume l'activité régionale passée à partir des résultats repondérés des enquêtes de conjoncture : c'est la moyenne pondérée des trois soldes d'opinion sur les tendances passées de l'activité dans l'industrie, le bâtiment et dans les services.

### Les demandeurs d'emploi inscrits à pôle emploi

**Catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi. **Catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois). **Catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).

**Catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi. **Catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

### L'emploi salarié

Les indices d'évolution trimestrielle de l'emploi proviennent en majeure partie de trois sources : Urssaf, Unedic et enquête Acemo auprès des entreprises. Les séries trimestrielles sont calées sur les séries annuelles. Ces dernières sont produites avec le dispositif des estimations d'emploi localisé (ESTEL) à partir des déclarations annuelles de données sociales (DADS).

Le champ couvert correspond au secteur privé marchand non agricole. Sont exclus les salariés des secteurs relevant de la MSA (Mutualité Sociale Agricole) et les emplois publics des secteurs non marchands (administration, éducation, santé et action sociale). Sont également exclues les données des particuliers-employeurs dont la qualité est devenue trop fragile.

Les résultats sont présentés en glissement trimestriel : l'évolution de l'emploi observée au cours d'un trimestre (entre le premier et le dernier jour du trimestre) est comparée à l'évolution observée au cours du même trimestre de l'année précédente.

**Les mouvements de main-d'œuvre** : le taux d'entrée rapporte le nombre d'entrées du trimestre à l'effectif total de l'entreprise en début de trimestre. Le taux de sortie rapporte le nombre de sorties du trimestre à l'effectif total de l'entreprise en début de trimestre.

**Le taux de rotation de la main-d'œuvre** : ce taux correspond à la demi-somme des taux d'entrée et de sortie.

**Le taux d'évolution des effectifs salariés** : ce taux est égal à la différence entre le taux d'entrée et le taux de sortie.

### Les créations d'entreprise

La statistique des créations d'entreprise est constituée à partir des informations du répertoire des entreprises et des établissements (Sirene). Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007, la notion de création d'entreprise s'appuie sur un concept harmonisé au niveau européen pour faciliter les comparaisons : une création d'entreprise correspond à la mise en œuvre de nouveaux moyens de production. De plus, cette statistique concerne désormais l'ensemble des activités marchandes hors agriculture.

**Le chômage** : en application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau International du Travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ; être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.

**Le taux de chômage** : c'est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs).

#### DIRECCTE Centre

Directeur de la publication : Michel Derrac  
12 place de l'Étape - CS 85809  
45058 Orléans Cedex 1 - Tél. : 02 38 72 79 10  
Site Internet : [www.centre.travail.gouv.fr](http://www.centre.travail.gouv.fr)

#### Insee Centre

Directeur de la publication : Dominique Perrin  
131 rue du faubourg Bannier  
45034 Orléans Cedex 1 - Tél. : 02 38 69 52 52  
Site Internet : [www.insee.fr/centre](http://www.insee.fr/centre)